

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/marseille-hopitaux-privés-publics-s-organisent-face-au-deuxieme-pic-1875074.html>

## **Marseille : les hôpitaux privés et publics s'organisent face au deuxième pic**

**Les chiffres ne sont pas rassurants : à Marseille, le coronavirus circule six fois plus qu'ailleurs.**

**Alors que des mesures supplémentaires sont peut-être attendues, les hôpitaux publics et privés de la région s'organisent pour gérer ensemble la situation de crise.**

Publié le 18/09/2020 à 16h37



*Au service de réanimation de l'hôpital de la Timone (APHM) • © Frédéric Speich/AFP*

Le ministre de la santé Olivier Véran a tenu à alerter jeudi sur une circulation toujours plus active du virus dans notre région, et plus particulièrement dans les Bouches-du-Rhône où Marseille dépasse de six fois le seuil d'alerte du nombre de cas.

### **Public et privé se coordonnent**

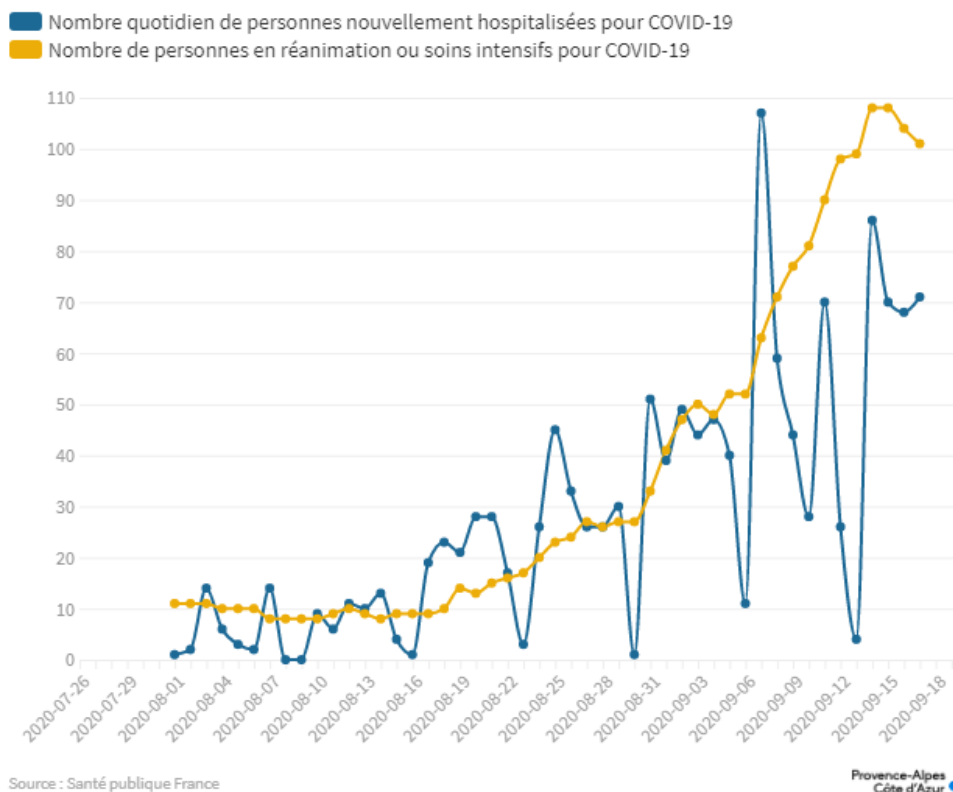
Face à cette situation, les hôpitaux s'organisent pour gérer au mieux les cas d'urgence covid. Le public et le privé se complètent, et se préparent ensemble à ce nouveau pic épidémique, sous l'égide de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

«L'ARS a réactivé le rendez-vous hebdomadaire auquel elle convie les représentants des hôpitaux publics, privés et associatifs, pour faire le point et établir un suivi », explique Jean-Louis Maurizi, président de la Fédération des Hôpitaux Privés (FHP) du sud-est.

« Nous l'avons déjà expérimenté au printemps dernier. Cela s'était bien passé. Nous avons l'habitude de travailler ensemble. On se connaît ».

Pour preuve, le président Maurizi avance ces données : "au 15 septembre, 50% des patients Covid sont hospitalisés dans des hôpitaux publics, l'autre moitié se répartie équitablement entre les établissements privés et associatifs "(hôpital Saint-Joseph, hôpital européen à Marseille).

## COVID-19 : évolution de l'épidémie dans les Bouches-du-Rhône depuis le 1er août



Le Pr Laurent Papazian, médecin-anesthésiste-réanimateur, gère la coordination entre les services de réanimation du public et du privé, et l'ARS. Mercredi, il jugeait la situation préoccupante en région Paca, et principalement dans les Bouches-du-Rhône :

"Il ne nous reste qu'une dizaine de lits disponibles pour les patients covid et une trentaine seulement pour les autres activités d'urgence" (accidentologie, situations compliquées...).

Sans compter que l'activité chirurgicale dans les autres disciplines, comme l'oncologie, se poursuit. Elle avait été déprogrammée en grande partie au printemps dernier, créant des retards de prise en charge dramatiques pour bon nombre de patients.

Ce nouvel épisode épidémique arrive "au moment où ces retards commençaient juste à être rattrapés", rajoute le Pr Papazian.

### **Un manque de candidatures**

Tous les acteurs de la santé ont tiré le même enseignement de la première vague : cette fois-ci, il ne faudra pas laisser pour compte les patients atteints d'autres pathologies.

"L'ARS nous a demandé de mettre en œuvre des lits supplémentaires", précise Jean-Louis Maurizi. "Certains établissements privés suivent des stratégies de groupe. L'un d'entre eux a pu armer 90 lits de médecine, de soins de suite, et de réanimation".

Augmenter les capacités reste encore possible sur le plan des locaux et du matériel, mais le plus difficile est de trouver le personnel.

"Dans le secteur privé, pour armer deux lits de réanimation, il nous faut quatre infirmières et deux aides soignantes sur 24 heures", précise le président de la FHP sud-est. "De plus, il faut former les infirmières à la spécificité de la réanimation.



Les gestes techniques pour un respirateur en bloc opératoire sont différents de ceux de la réanimation".

La recherche de soignants (médecins, aide-soignantes et infirmières) a également été activée au sein de l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille (APHM).

« Rien que pour l'APHM, on a estimé qu'il nous fallait 200 infirmières non seulement pour la réanimation mais aussi pour les services de médecine qui ont besoin de renforts durant cette période épidémique", souligne le Pr Papazian . "Et pour l'instant on n'a même pas pu en embaucher la moitié, alors que tous les services de l'APHM sont tournés vers cet objectif ".



Les candidatures sont en effet en nombre insuffisant. Les hôpitaux comptent sur le volet de remplaçant(e)s déjà existant, mais aussi sur des jeunes fraîchement diplômées, ou même des infirmières libérales pour renforcer les équipes.

Une solution qui ne pourrait être que temporaire pour les infirmières libérales, dont les journées sont déjà bien remplies. Or, certains experts parlent d'un virus qui s'installerait dans la durée, pour plusieurs mois.

"Dans ces conditions-là, il nous faut des capacités pérennes et on ne peut pas mobiliser du personnel déjà en activité bien chargée dans les autres unités ou dans les blocs opératoires, pour venir renforcer les réanimations. Cela n'est pas possible. Donc il faut embaucher des infirmières".

### **1000 places de réanimation "indispensables"**

Le ministre de la santé Olivier Veran a rappelé qu'il existait "la possibilité d'augmenter les lits de réanimation à 1000 en Paca, mais ces derniers

restent "indispensables" pour les maladies aigües, la chirurgie programmée, les greffes.



"Notre bagarre, c'est de mettre en place les mesures qui vont permettre de limiter l'afflux vers l'hôpital (des cas covid)", a averti le ministre.

Parmi les mesures envisagées figure la fermeture des bars.

La 2e adjointe au maire de la ville de Marseille, Samia Ghali, a réagi à ces propos ce vendredi sur les ondes de France Bleu par ces mots :

"A Marseille l'hôpital a tellement été laissé à l'abandon qu'aujourd'hui on en paye le prix fort (...) Mais pour cacher la misère de l'hôpital il ne faudrait pas qu'on bloque l'économie de Marseille".

Ghislaine Milliet